

RENFORCER

LA SÉCURITÉ ET LA FIABILITÉ DES RÉSEAUX

Q | CAS CONCRET

Pont Lorois: un passage incontournable à entretenir.

Dans le département du Morbihan, au sud de la Bretagne, le Pont Lorois relie les 18 000 habitants de la communauté de communes de Blavet Bellevue Océan aux 85 000 administrés de la communauté de communes d'Auray Quiberon Terre Atlantique. Fragilisé par la corrosion maritime et la circulation en hausse, il nécessitait d'être rénové. L'ouvrage suspendu, long de 115 mètres, présentait notamment d'importants signes de dégradation du béton et du tablier. La chaussée existante a ainsi été rabotée, l'étanchéité du tablier a été déposée avant de mettre en œuvre 1000 tonnes d'enrobés et de couler en place 500 mètres de bordures en béton. D'une manière générale, l'état du patrimoine français d'ouvrages d'art est alarmant. Alors que 90 % des ponts français sont gérés par les collectivités territoriales, 80 % des élus interrogés estiment ne pas disposer des ressources nécessaires pour leur surveillance et leur entretien. La profession propose ainsi la mise en place d'un carnet d'entretien associé à chaque ouvrage de génie civil afin de permettre une gestion préventive, simple et logique du patrimoine.

I ENTRETIEN DU PATRIMOINE



Avec plus d'1 million de kilomètres de routes, 250 000 ponts, 1 million de kilomètres de canalisations d'eau potable, 9 millions de points lumineux..., la France est dotée d'un patrimoine d'infrastructures au service des citoyens très conséquent. Ce patrimoine est fortement sollicité. Son entretien se heurte néanmoins à de nombreux obstacles aux lourdes conséquences.



— Un patrimoine à entretenir

La France bénéficie d'une densité d'infrastructures parmi les plus importantes d'Europe. Pourtant, par manque d'investissement, ce patrimoine se dégrade rapidement. L'âge moyen des voies du réseau ferroviaire est de plus de 30 ans, près de la moitié des chaussées nationales et départementales nécessitent un entretien urgent, 25 000 ponts sont en mauvais état, 45% des installations d'éclairage public ont plus de 25 ans...

Les collectivités territoriales sont en première ligne. Plus d'1 sur 4 a déjà procédé à la fermeture ou à des restrictions de circulation sur un pont pour des raisons de sécurité. Il est urgent de consacrer enfin les moyens adéquats au maintien en état des infrastructures, sans quoi ni la sécurité des citoyens ni les services offerts par le réseau ne pourront être assurés pleinement.

— Une connaissance des réseaux à améliorer

Entretien ses infrastructures nécessite de bien connaître son patrimoine. Bien souvent, les collectivités sont démunies. Près d'1 maire sur 5 estime mal connaître son patrimoine d'équipements de la route (signalisations, glissières, écrans acoustiques...), 73% des communes ou intercommunalités affirment ne disposer d'aucune base de données de recensement de leurs ouvrages d'art, plus de la moitié des collectivités connaissent mal leurs réseaux d'eau potable... Identifier les parties des réseaux à entretenir et évaluer les montants à y consacrer permet de lisser les investissements dans le temps et d'éviter de faire face un jour à un mur de l'investissement souvent infranchissable pour les plus petites collectivités.



AVIS D'EXPERT



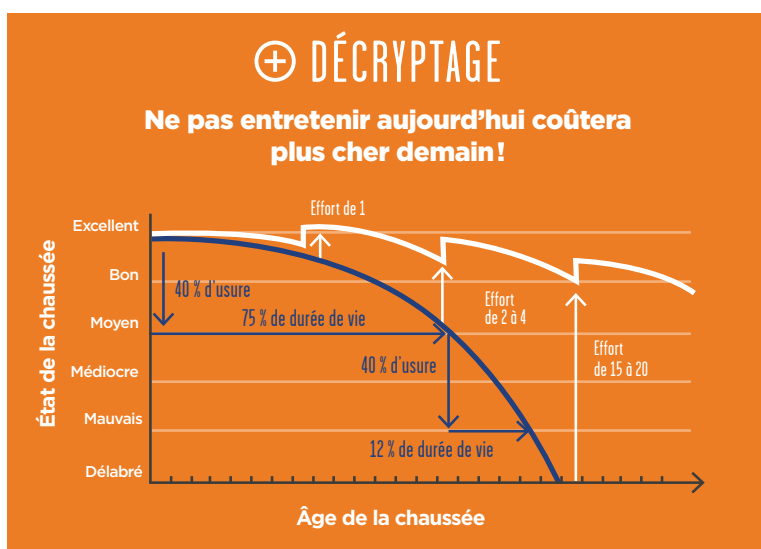
Clotilde Terrible
Secrétaire générale
des Canalisateurs

Les Canalisateurs ont mis à disposition de ses entreprises adhérentes l'application pour smartphone CANOMÉMO, une aide technique en temps réel, simple d'utilisation et multi-usage.

Les entreprises disposent donc d'un outil supplémentaire afin d'accompagner les collectivités dans l'entretien de leurs réseaux d'eau. C'est indispensable, alors que près d'1 litre d'eau sur 5 est perdu dans la nature pour cause de fuites!

— Investir pour la sécurité et la qualité de service

La dégradation des infrastructures a des incidences directes sur le quotidien des citoyens : elle s'accompagne d'une baisse du niveau de service et d'incidents à répétition. Par exemple, en 2017, 11,7 millions de minutes ont été perdues sur le réseau ferré national et parmi les trains qui ont circulé, 1 sur 6 est arrivé avec un retard de plus de 5 minutes à son terminus. C'est aussi une question de sécurité alors que 10 à 20% des passages à niveau en France sont considérés comme particulièrement accidentogènes sur les 15 405 que compte l'Hexagone.



38%
seulement des Français
sont satisfaits de l'état des infrastructures.